

SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES.....	4
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 : MODE D'ATTRIBUTION	4
ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ	4
ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 5 : VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ	5
ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU FOURNISSEUR	5
ARTICLE 7 : ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR	5
ARTICLE 8 : NANTISSEMENT.....	5
ARTICLE 9 : SOUS-TRAITANCE	6
ARTICLE 10 : DELAI DE LIVRAISON	6
ARTICLE 11 : NATURE DES PRIX.....	6
ARTICLE 12 : RÉVISION DES PRIX.....	6
ARTICLE 13 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF	6
ARTICLE 14 : RETENUE DE GARANTIE	6
ARTICLE 15: ASSURANCES - RESPONSABILITE	7
ARTICLE 16 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE.....	7
ARTICLE 17 : DELAI DE GARANTIE	7
ARTICLE 18 : MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON.....	7
ARTICLE 19 : MODALITES DE REGLEMENT	8
ARTICLE 20 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE.....	8
ARTICLE 21 : PENALITES POUR RETARD.....	8
ARTICLE 22 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT	8
ARTICLE 23 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	9
ARTICLE 24 : CAS DE FORCE MAJEURE	9
ARTICLE 25 : RESILIATION DU MARCHÉ.....	9
ARTICLE 26 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	9
CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....	10
ARTICLE 1 : SPECIFICATION DES FOURNITURES.....	10
ARTICLE 2 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES.....	10
ARTICLE 3 : DATE DE PEREMPTION.....	10
BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF	11
LOT 1 : FOURNITURES DE BUREAU	11
BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF	13
LOT 2 : FOURNITURES INFORMATIQUES.....	13





Marché passé par appel d'offres ouvert en application des dispositions du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique.

ENTRE

Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, représenté par son Président.

Désigné ci-après par le terme "maître d'ouvrage",

D'UNE PART

ET

Mqualité
Agissant au nom et pour le compte de..... (Raison sociale et forme juridique) en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social Patente n°
Registre de commerce de Sous le n°
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
.....
Compte bancaire RIB (24 positions).....
Ouvert auprès de.....
Désigné ci-après par le terme « FOURNISSEUR »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV



CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent Appel d'Offres ouvert sur offres de prix a pour objet : **L'achat de fournitures de bureau, et fournitures informatiques pour le compte du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, en deux lots :**

- Lot 1 : Fournitures de Bureau ;
- Lot 2 : Fournitures informatiques ;

ARTICLE 2 : MODE D'ATTRIBUTION

Les prestations objet du présent appel d'offres se feront en 02 lots :

- Lot 1 : Fournitures de Bureau ;
- Lot 2 : Fournitures informatiques ;

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales ;
3. Le bordereau des prix - détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

- La loi n°105-12 portant organisation du Conseil promulguée par le dahir n° 1-14-111 du 16 rejeb 1435 (16 Mai 2014) ;
- Le règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le dahir du 19 Février 2015 relatif au nantissement des marchés publics ;
- Le dahir n°1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le Décret n° 2-12-349 du 8 joumada 1er 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.
- Le décret 2-99-1087 du 04 Mai 2000 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat ;
- Le décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret n° 2-03-703 des 18 ramadans 1424 (13 novembre 2003) relatif aux délais de paiement et aux intérêts moratoires en matière de marchés de l'Etat.,



- Circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics,
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaada 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.
- Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date de signature du marché.

Le fournisseur devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues

ARTICLE 5 : VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement de livraison des fournitures. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

ARTICLE 6 : PIÈCES MISES A LA DISPOSITION DU FOURNISSEUR

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au fournisseur, contre décharge, les documents constitutifs du marché en l'occurrence les pièces expressément désignées à l'article 3 du présent CPS à l'exception du cahier des clauses administratives générales.

Ces documents ne peuvent être délivrés qu'après constitution du cautionnement définitif, et ce conformément à l'article 11 du CCAG-T.

ARTICLE 7 : ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

Toutes les correspondances relatives au présent marché sont valablement adressées au domicile du fournisseur sis..... Maroc.

En cas de changement de domicile, le fournisseur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 8 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions du dahir du 19 Février 2015 relatif au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

- 1°) la liquidation des sommes dues par l'administration en exécution du présent marché sera opérée par les soins du **Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la recherche Scientifique** ;
- 2°) le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 8 du dahir du 19 Février 2015, est Monsieur le **Président du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique** ;
- 3°) les paiements prévus au présent marché seront effectués par l'**Agent Comptable du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Le maître d'ouvrage délivre sans frais, au prestataire, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir du 28 août 1948 relatif au nantissement des marchés publics.



Les frais de timbre et éventuellement d'enregistrement de l'original du marché et de l'exemplaire unique remis au prestataire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 9 : SOUS-TRAITANCE

Les conditions de la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 158 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents prévues à l'article 24 du décret n°2-12-349.

ARTICLE 10 : DELAI DE LIVRAISON

Le délai de livraison des articles objet du présent marché est fixé à deux (02) mois à compter du lendemain du jour de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement d'exécution du marché.

ARTICLE 11 : NATURE DES PRIX

Le marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du présent marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix détail estimatif joint au présent marché, aux quantités réellement livrées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre le bénéfice et tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la prestation objet du marché jusqu'au lieu d'exécution de ladite prestation.

ARTICLE 12 : RÉVISION DES PRIX

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret 2-12-349 précité, les prix du marché sont fermes et non révisables. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE 13 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

- Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de :

- **Lot 1 Fournitures de Bureau** : Dix mille dirhams (10 000.00 dh)
- **Lot 2 : Fournitures informatiques** : Quinze mille dirhams (15 000.00 dh)

- Le cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché pour chaque lot.

- Le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis au Conseil dans le cas où le titulaire ne réalise pas son cautionnement définitif dans un délai de 30 jours suivant la date de la notification de l'approbation du présent marché.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des fournitures.

ARTICLE 14 : RETENUE DE GARANTIE

Aucune retenue de garantie ne sera prélevée sur les acomptes payés au fournisseur.



ARTICLE 15: ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le titulaire du marché doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des livraisons, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 24 du C.C.A.G.T, tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 16 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le fournisseur garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au fournisseur le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

ARTICLE 17 : DELAI DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de délai de garantie pour le marché découlant du présent appel d'offres.

ARTICLE 18 : MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON

1- MODALITES DE LIVRAISON

La livraison des fournitures objet du présent marché devra être réalisée par les moyens propres du titulaire du marché au Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique sis Avenue Allal El Fassi -Al Irfane à Rabat.

Les fournitures livrées par le fournisseur doivent être accompagnées d'un bulletin de livraison établi en triple (3) exemplaires. Ce bulletin doit indiquer :

1. La date de livraison ;
2. La référence au marché et le N° du lot ;
3. L'identification du fournisseur ;
4. L'identification des fournitures livrées (N° du marché, N° de l'article, désignation et caractéristique des fournitures, quantités livrées).

Toute livraison de fournitures doit s'effectuer pendant les jours ouvrables et en dehors des jours fériés et dans tous les cas selon un programme préétabli par le fournisseur et accepté par le maître d'ouvrage.

Avant toute livraison de fournitures, le titulaire du marché doit faire parvenir un préavis d'au moins deux jours (2 jours) au maître d'ouvrage.

2- CONDITIONS DE LIVRAISON

La livraison des fournitures se déroulera sur les lieux du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique. Elle est effectuée en présence des représentants dûment habilités du maître d'ouvrage et du fournisseur.

Lorsque des contrôles préliminaires laissent apparaître des discordances entre les fournitures indiquées dans le marché ou entre les échantillons et prospectus déposés et celles effectivement livrées, la livraison est refusée par le maître d'ouvrage et le titulaire est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder aux modifications nécessaires à la correction des anomalies constatées, ou, le cas échéant, pourvoir au remplacement des fournitures non-conformes.

Le retard engendré par le remplacement ou la correction des fournitures jugées non conformes par le maître d'ouvrage sera imputable au fournisseur et la non réception par le maître d'ouvrage ne justifie pas, par lui-même, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel.

Après correction des défauts et anomalies constatés, ou remplacement des fournitures refusées, le maître d'ouvrage procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle.

ARTICLE 19 : MODALITES DE REGLEMENT

Le paiement du marché sera effectué après réception des prestations conformément à l'article 18 du présent CPS. Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues par lui en faisant crédit au compte bancaire ouvert au nom du titulaire du présent marché sur présentation des factures dûment signée et datée, appuyées d'une copie des bons de livraison et de réception, portant la date du dépôt des fournitures, comportant le détail des fournitures commandées, livrées et acceptés par le Conseil, en (5) cinq exemplaires. Ces factures seront déposées au Bureau d'Ordre du Conseil. Le titulaire du marché doit rappeler l'intitulé exact de son compte bancaire.

ARTICLE 20 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE

Le maître d'ouvrage désigne une commission qui sera chargée de contrôler la conformité des articles avec les spécifications du marché et les échantillons présentés lors de la procédure d'appel d'offres.

Quand elle constate que les fournitures ne répondent pas aux spécifications exigées, la commission refuse de prononcer la réception. Le titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours pour remplacer lesdites fournitures. Passé ce délai, la décision de la commission est irrévocable et les fournitures sont rejetées.

En cas d'acceptation par ladite commission des fournitures présentées, la livraison totale fera l'objet d'un procès-verbal qui vaut réception définitive.

ARTICLE 21 : PENALITES POUR RETARD

A défaut d'avoir terminé la livraison des articles dans le délai prescrit, il sera appliqué au titulaire, sans préjudice, des mesures prises par le maître d'ouvrage en application de l'article 60 du CCAG-T, une pénalité de retard de 1 ‰ (un pour mille) par jour calendaire du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au titulaire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le titulaire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente a le droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives conformément aux dispositions de l'article 70 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

ARTICLE 22 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge du titulaire du marché. Conformément à l'article 6 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le fournisseur doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu l'enregistrement et timbre du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.



ARTICLE 23 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'article 168 du décret n° 2.12-349 du 08 joumada I 1434 (20 mars 2013) relatives aux marchés publics.

ARTICLE 24 : CAS DE FORCE MAJEURE

Conformément aux prescriptions de l'article 43 du CCAG-Travaux notamment son paragraphe 2, les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

- La neige : 30 cm.
- La pluie : 100 mm.
- Le vent : 100 km/h.
- Le séisme : 6 degré sur l'échelle de Richter.

ARTICLE 25 : RESILIATION DU MARCHÉ

La résiliation du marché peut être prononcée conformément aux dispositions prévues par le décret n° 2.12.339 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics et celles prévues par le CCAG applicable aux marchés de travaux.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du titulaire, le Président du Conseil, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le titulaire est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

ARTICLE 26 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si en cours de la réalisation du marché, des différends et litiges surviennent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler celles-ci dans le cadre des stipulations des articles 71 et 72 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Les litiges entre le maître d'ouvrage et le titulaire sont soumis aux tribunaux compétents.



CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 1 : SPECIFICATION DES FOURNITURES

Le fournisseur doit respecter les caractéristiques techniques formulées dans le bordereau des prix détails estimatifs et s'engage à fournir des fournitures neuves et originales.

ARTICLE 2 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Les fournitures, objet du présent appel d'offres doivent répondre aux spécifications techniques et caractéristiques indicatives minimales suivantes :

- références internationales ;
- parc de même catégorie au Maroc ;

(Voir bordereau des prix détails estimatifs)

ARTICLE 3 : DATE DE PEREMPTION

La date de péremption des consommables informatiques objet du **Lot 2 : Fournitures informatiques**, ne doit pas être inférieure à (2) deux ans au moment de la livraison.



BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

LOT 1 : FOURNITURES DE BUREAU

N°	Article	Descriptif	Unité de mesure	Qté	Prix unitaire (HT)		Prix total (HT)
					en chiffre	en lettre	
1.	AGRAPHEUSE	ENTIEREMENT METTALIQUE 24/6 - 24/8 1ER CHOIX	U	50			
2.	CHEMISE	A RABAT ELASTIQUE CARTE DE LYON 7/10 (bleu-vert)	U	1000			
3.	CHEMISE	COINS TRANSPARENTES lot de 100	Paquet	40			
4.	CISEAUX	MANCHE PLASTIQUE A BOUT ARRONDI, 17 CM 6"3/4	U	50			
5.	COLLE	STIC 21 GR	U	80			
6.	COLLE	LIQUIDE N°12	U	40			
7.	CORBEILLE	CORBEILLE SUPERPOSABLES TRANSPARENTES 1ER CHOIX	U	40			
8.	CLASSEUR CHRONO	AVEC PERFO EN SIMILI 1ER CHOIX	U	50			
9.	CUTTER	18MM 1ER CHOIX	U	20			
10.	DATEUR	ARABE - AVEC ENCRE	U	30			
11.	DATEUR	FRANÇAIS - AVEC ENCRE	U	40			
12.	SCOTCH INVISIBLE	19*33 1ER CHOIX	U	50			
13.	STYLO	FLUORESCENT 1ER CHOIX	U	200			
14.	MARQUEUR LIQUIDE	POUR TABLEAU 1ER CHOIX	U	100			
15.	TAILLE CRAYON	2 TROUS ENTIEREMENT METTALIQUE	U	100			
16.	GOMME	BLANCHE 1ER CHOIX	U	100			
17.	POST IT	80 FEUILLES 75*75 1ER CHOIX	U	500			
18.	POST IT	80 FEUILLES 125*75 1ER CHOIX	U	500			
19.	POST IT	250 FEUILLES 50,8*50,8 1ER CHOIX	U	500			
20.	PORTE CRAYON	métallique perforé	U	20			
21.	RÉPERTOIRE TÉLÉPHONIQUE	simple en simili cuir	U	20			
22.	SERRE FEUILLE	EN PLASTIQUE N°11	U	1000			
23.	SERRE FEUILLE	EN PLASTIQUE N°16	U	1000			
24.	SERRE FEUILLE	EN PLASTIQUE N°3	U	1000			
25.	SERRE FEUILLE	EN PLASTIQUE N°5	U	1000			
26.	SERRE FEUILLE	EN PLASTIQUE N°7	U	1000			
27.	SERRE FEUILLE	EN PLASTIQUE N°9	U	1000			
28.	STYLO BLANCO	7 ML 1ER CHOIX	U	100			
29.	RAME DE 500 PAPIER 80 GRS	A3 1ER CHOIX	RAME	50			
30.	RAME DE 500 PAPIER 80 GRS	A4 1ER CHOIX	RAME	2000			
31.	AGRAPHEUSE	ENTIEREMENT METTALIQUE 24/6 - 24/8 1ER CHOIX	U	50			
TOTAL A REPORTER							



N°	Article	Descriptif	Unité de mesure	Qté	Prix unitaire (HT)		Prix total (HT)
					en chiffre	en lettre	
TOTAL REPORTE							
32.	BINDER CLIPS	EN METAL 19 MM COULEUR BOITE DE 40	U	500			
33.	BINDER CLIPS	EN METAL 25 MM BOITE DE 12	U	500			
34.	BINDER CLIPS	EN METAL 32 MM BOITE DE 12	U	500			
35.	BINDER CLIPS	EN METAL 15 MM COULEU RBOITE DE 12	U	500			
36.	BOITE D'ARCHIVES CARTONNÉES	PF 85	U	500			
37.	BOITE D'ARCHIVES CARTONNÉES	GF 135	U	500			
38.	BOITE POLYPROPYLÈNES	6012	U	200			
39.	BOITE POLYPROPYLÈNES	6006	U	200			
40.	BOITE POLYPROPYLÈNES	6010	U	200			
41.	BLOC NOTE	A5 160 pages 80 GRS	U	100			
42.	CAHIER	100 PAGES 90 GRS	U	50			
43.	OUVRE LETTRE	1ER CHOIX	U	30			
44.	REGISTRE	2 mains 1ER CHOIX	U	50			
45.	REGISTRE	COURRIER ARRIVE EN SIMILI CUIR	U	10			
46.	REGISTRE	COURRIER DEPART EN SIMILI CUIR	U	10			
47.	TROMBONE	100 TROMBONES PLASTIFIÉES COULEUR 25mm, LOT DE 10 BOÎTES	U	300			
48.	ENVELOPPE	blanche 280*360 120GRS	U	1000			
49.	ENVELOPPE	blanche 229*324 120GRS	U	1000			
50.	ENVELOPPE	blanche 170*120 120GRS	U	1000			
51.	ENVELOPPE	blanche 190*250 120 GRS	U	1000			
52.	SOUS MAINS	SIMPLE EN SIMILI CUIR 1ER CHOIX	U	80			
53.	SOUS MAINS	DOUBLE GRAND FORMAT EN CUIR 1ER CHOIX	U	20			
TOTAL HT							
TVA							
MONTANT TOTAL T.T.C							

ARRETE LE PRESENT BORDEREAU DES PRIX PORTANT DETAIL ESTIMATIF A LA SOMME DE DIRHAMS TOUTES TAXES COMPRISES.



BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF
LOT 2 : FOURNITURES INFORMATIQUES

N°	Article	Descriptif	Qté	Prix unitaire (HT)		Prix total (HT)
				en chiffre	en lettre	
1.	JEUX DE TONER POUR HP 400	410 A	15			
2.	JEUX DE TONER POUR HP 400	411 A	15			
3.	JEUX DE TONER POUR HP 400	412 A	15			
4.	JEUX DE TONER POUR HP 400	413 A	15			
5.	JEUX DE TONER POUR HP 5550	C 9730 A (NOIR)	15			
6.	JEUX DE TONER POUR HP 5550	C 9731 A (CYAN)	15			
7.	JEUX DE TONER POUR HP 5550	C 9732 A (JAUNE)	15			
8.	JEUX DE TONER POUR HP 5550	C 9733 A (MAGENTA)	15			
9.	JEUX DE TONER POUR HP 1515	CB 540 A	10			
10.	JEUX DE TONER POUR HP 1515	CB 541A	10			
11.	JEUX DE TONER POUR HP 1515	CB 542 A	10			
12.	JEUX DE TONER POUR HP 1515	CB 543 A	10			
13.	HP LASER JET ENTREPRISE M651xh	330 A	15			
14.	HP LASER JET ENTREPRISE M651xh	331 A	15			
15.	HP LASER JET ENTREPRISE M651xh	332 A	15			
16.	HP LASER JET ENTREPRISE M651xh	333 A	15			
17.	HP LASER JET ENTREPRISE MFP M575 c	400 A	10			
18.	HP LASER JET ENTREPRISE MFP M575 c	401 A	10			
19.	HP LASER JET ENTREPRISE MFP M575 c	402 A	10			
20.	HP LASER JET ENTREPRISE MFP M575 c	403 A	10			
21.	HP LASER PRO MFP M476dn	380 A	10			
22.	HP LASER PRO MFP M476dn	381 A	10			
23.	HP LASER PRO MFP M476dn	382 A	10			
24.	HP LASER PRO MFP M476dn	383 A	10			
25.	TONER	2000	10			
26.	TONER	285A	5			
27.	TONER	CC364 A	10			
28.	HP LASER ENTREPRISE 700 M725dn	14 A	20			
29.	Toner FAX LASER BROTHER	8360P	10			
30.	CLÉ USB	8 Go	200			
31.	CLÉ USB	16 Go	100			
32.	CDR	Avec pochette	1000			
TOTAL HT						
TVA						
MONTANT TOTAL T.T.C						

ARRETE LE PRESENT BORDEREAU DES PRIX PORTANT DETAIL ESTIMATIF A LA SOMME
DE DIRHAMS TOUTES TAXES COMPRISES.



DERNIERE PAGE
AOO n° 12/CSEFRS/2015

Objet :



Arrêté le présent marché à la somme de :

Montant total HT :

Montant TVA 20% :

Montant TTC :

En toutes lettres :

<p><u>PRESENTE PAR</u></p> <div style="text-align: center;"> Abdellatif ATMANI Directeur du pôle Systèmes d'Information</div>	<p><u>VERIFIE PAR</u></p> <div style="text-align: center;"> Said RACHEK Directeur du Pôle Ressources</div>
<p><u>VALIDE PAR</u></p>	<p><u>LU ET ACCEPTE PAR LE FOURNISSEUR</u></p>
<p style="text-align: center;"><u>SIGNE ET APPROUVE PAR</u></p> <p>A Rabat, le</p>	